



sgv  usam



Conférence de presse du 7 octobre 2022

« Nous sommes tous l'économie »

Fabio Regazzi, conseiller national « Le Centre »
Président de l'Union suisse des arts et métiers usam

Chers journalistes,

Depuis ses origines, l'Union suisse des arts et métiers est une voix forte dans la politique fédérale. Nous disposons d'un vaste réseau d'interlocuteurs dans la capitale fédérale, Berne. Nous développons ce réseau en permanence et l'entretiens en conséquence.

En tant qu'organisation faîtière regroupant 230 organisations membres, l'usam dispose d'une forte représentation directe dans la capitale fédérale, ce qui lui permet de faire valoir efficacement ses revendications. Nous défendons et nous nous battons pour une politique favorable aux entreprises et donc aux PME. Il y a toutefois un grand « mais ». Seuls, nous pouvons faire bouger les choses, mais ensemble, avec les autres associations faîtières et économiques, nous pouvons changer les choses en profondeur.

Il y a en effet de nombreux points communs qui nous unissent. Il s'agit de thèmes ou de domaines concrets que nous avons inscrits dans l'agenda de la politique économique, mais aussi d'approches telles que la compréhension de l'État et de la société. Ensemble, nous sommes convaincus que certaines choses doivent être placées sous la responsabilité de l'État, tandis que d'autres devraient se passer de l'État, c'est-à-dire être gérées par des particuliers dans le cadre d'une initiative privée. En matière de politique réglementaire, la responsabilité individuelle des personnes prime toujours sur l'action de l'État dans les cas concrets. Ce concept de politique réglementaire est de plus en plus menacé dans la politique suisse par l'agenda politique de la gauche et des verts. Ces derniers veulent toujours plus d'État et de réglementation, et ce au détriment de la responsabilité individuelle.

Nous, c'est-à-dire les quatre organisations faîtières, nous sommes réunies pour nous opposer à cela. Nous voulons à nouveau renforcer l'esprit d'entreprise dans la politique fédérale. La voix de l'économie doit à nouveau avoir plus de poids dans le discours politique.

Mesdames et Messieurs : nous sommes tous des acteurs économiques, nous gagnons tous notre vie, nous consommons et payons des impôts pour financer notre État social. C'est cela, la prospérité, et nous ne l'atteindrons qu'avec une économie saine. Si nous nous unissons en tant que forces citoyennes, nous pouvons briser le dogmatisme et la souveraineté d'interprétation de la gauche et des verts, y compris dans leurs « strong holds ». Nous l'avons prouvé en remportant la votation sur l'AVS21, ainsi qu'en refusant l'initiative sur l'élevage intensif.

Le prochain besoin urgent de réforme, et cela n'est pas contesté par la gauche, concerne le 2^e pilier de l'assurance-vieillesse. Nous appelons le Parlement à en élaborer la réforme le plus rapidement possible. Au lieu de l'enchevêtrement d'initiatives qui sont actuellement dans l'air, il faut élaborer un projet susceptible de recueillir une majorité, basé sur des corrections mesurées et ne pesant pas davantage sur la place industrielle suisse.

Nous ne devons pas non plus perdre de vue les faits dérangeants. L'attractivité fiscale de la Suisse diminue depuis quelques années déjà. La quote-part de l'État (impôts et prélèvements obligatoires confondus) est en Suisse l'une des plus élevées d'Europe. Les statistiques sont éloquentes : la dette publique reste élevée. Dans le sillage des mesures d'amortissement de la « crise du coronavirus » en matière de politique économique, l'endettement



sgv  usam



de l'État et de certaines œuvres sociales a explosé. Dans les années à venir, il s'agira de réduire à nouveau cet endettement.

De manière générale, nous devrions à nouveau renforcer notre capacité de réforme. La volonté d'aborder les problèmes de manière concrète et pragmatique doit reprendre le dessus sur l'idéologie. 25 ans de retard dans la réforme d'une institution sociale comme l'AVS ne sont dans l'intérêt de personne. Les réformes structurelles qui auraient dû stimuler la croissance économique n'ont pas eu lieu ces dernières années. Notre rapprochement a pour but d'amener au Parlement une position modérée, bourgeoise et constructive, favorable aux réformes, afin d'élaborer et d'obtenir des solutions.

Il est temps de penser en termes d'économie et d'entreprise. Lorsque le moteur de notre prospérité, l'économie, tombe en panne, c'est toute la société qui en souffre.

Nous sommes tous des acteurs économiques et ce message doit être entendu par la population, notamment en vue des élections de l'année prochaine.

Je vous remercie de votre attention.

Berne, le 7 octobre 2022